

## DUALISME OU DYNAMISME ?

*Une analyse de l'économie rurale congolaise durant l'Entre-deux-guerres\**

**- Sven Van Melkebeke -**

Dire que la politique du roi Léopold II en matière d'exploitation du caoutchouc a suscité beaucoup de controverses (et en suscite toujours) revient à enfoncer une porte ouverte. Ajouter à cela qu'après la reprise du Congo par la Belgique et surtout à partir des années 1920, l'industrie minière a pris son essor est également un fait connu. Par contre, ce qui l'est moins, c'est la façon dont l'économie rurale a pu s'épanouir au Congo belge au cours des deux décennies de l'Entre-deux-guerres. En outre, l'économie congolaise de cette période est encore trop souvent appréhendée à partir d'une lecture moderniste et qualifiée de "duale", avec une division claire et nette entre un segment non-marchand et un segment capitaliste (c'est-à-dire une agriculture de subsistance face à de l'industrie, des plantations...). Mais cette économie fut-elle statique à ce point, et ces deux mondes étaient-ils radicalement séparés par une sorte de rideau de fer ?

## I. Introduction : une économie diversifiée

L'Entre-deux-guerres constitue une phase de transition dans l'histoire socio-économique du Congo. Alors que, pendant l'État Indépendant du Congo, cette économie était à peu près exclusivement tournée vers la production agricole (*de facto*, sur la récolte du caoutchouc sauvage), après la reprise du Congo par la Belgique (1908), les cercles coloniaux ont peu à peu pris conscience que le sous-sol de la colonie était particulièrement riche en minerais (cuivre, or, diamant, uranium...). Cela eut pour conséquence que le secteur minier, après un départ prudent, connut un développement remarquable au fil des années 20. L'exploitation minière en vint à supplanter l'agriculture, pour ce qui est des chiffres d'exportation, dans une part qui varie de 52 à 72 % pour la période 1921-1924<sup>1</sup>. Le secteur agraire subit par ailleurs de profondes mutations dans l'Entre-deux-guerres. L'économie agricole se diversifia fortement non seulement en termes de produits (huile de palme, coton, riz, café...), mais également sur le plan des modes de production agraro-capitalistes implantés ou développés sur l'ensemble du territoire congolais. Cette diversification dans la production agricole a

sans doute épargné à l'économie congolaise un effondrement complet à la suite de la crise des années 30. Puisque les produits agricoles d'exportation étaient moins sujets aux fluctuations conjoncturelles que les minerais, cela eut pour conséquence que l'agriculture s'avéra moins sensible que le secteur minier à l'effondrement du prix des matières premières<sup>2</sup>.

Malgré les changements économiques fondamentaux survenus au cours de l'Entre-deux-guerres, la littérature scientifique traitant de l'économie du Congo belge de cette période est sous-représentée. Au contraire de l'État Indépendant du Congo et de la phase agitée de la décolonisation, les auteurs ont marqué moins d'attention aux deux décennies de l'Entre-deux-guerres. Qui plus est, ils ne témoignaient pas beaucoup d'intérêt envers le secteur agricole, sauf pour le système du travail forcé dans les cultures<sup>3</sup>. Et si, malgré tout, on témoignait de l'intérêt envers l'agriculture, tant dans des publications récentes<sup>4</sup> que plus anciennes<sup>5</sup>, l'économie rurale de cette époque se voyait toujours qualifiée de "duale". À la base de cela, il y a une vision de type moderniste qui s'enracine dans une économie statique avec une division nette entre deux mondes économiques, l'un orienté vers l'économie capitaliste et l'autre vers

\* Nous tenons à remercier aussi bien le professeur Eric Van Haute que les relecteurs anonymes pour leurs critiques utiles et leurs observations pertinentes formulées dans une version antérieure de cet article. **1.** GUY VANTHEMSCHÉ, *Congo. De impakt van de kolonie op België*, Tielt, 2007, p. 40. **2.** ANDRÉ HUYBRECHTS, *Bilan économique du Congo : 1908-1960*, Paris, 2010, p. 22. **3.** Voir par exemple : OSUMAKA LIKAKA, *Rural society and cotton in colonial Zaire*, Madison, 1997 et JULES MARCHAL, *L'histoire du Congo 1910-1945. Travail forcé pour l'huile de palme*, Borgloon, 2001. **4.** Voir : FRANS BUELENS, *Congo 1885-1960. Een financieel-economische geschiedenis*, Berchem, 2007, p. 265 et ANDRÉ HUYBRECHTS, *Bilan économique du Congo...*, p. 23. **5.** Voir par exemple : JEAN STENGERS, *Le Congo, mythes et réalités. 100 ans d'histoire*, Gembloux, 1989, p. 207 et VLADIMIR DRACHOUSOFF, *Le développement rural en Afrique centrale 1908-1960/1962*, T. 1, Bruxelles, 1991, p. 123.

l'économie non-marchande (en l'occurrence, l'agriculture de subsistance). L'interaction entre ces deux modes de production se limite, dans cette vision, à des ponctions de travailleurs des zones non-capitalistes vers les zones de production liée à l'économie de marché.

Cet article appuie l'idée que l'économie rurale congolaise, durant l'Entre-deux-guerres, ne peut être abordée à partir d'un cadre d'analyse statique de ce genre. La population congolaise s'est intégrée dans le système mondial capitaliste par l'adaptation de ses stratégies de survie et a ainsi associé des activités relevant du marchand et du non-marchand. La recherche récente<sup>6</sup> relative aux processus de transition dans les économies coloniales démontre que l'expansion du capitalisme n'a pas mené vers une mutation massive et brutale des communautés rurales en prolétariat. Par ailleurs, ce n'est pas une économie duale mais au contraire une économie dynamique à plusieurs niveaux qui a vu le jour. Bien plus qu'un monde statique divisé en deux entités figées, on a assisté à l'apparition d'un hybride, un monde flexible en développement. L'incorporation dans le système capitaliste mondial ne conduisit pas à un évanouissement des stratégies de survie connues mais à une adaptation de ces stra-

tégies où la famille<sup>7</sup> occupait une place centrale. Le résultat en fut que les habitants de la campagne combinèrent une agriculture de subsistance à des formes divergentes de travail salarié. Pour être bref : l'apprentissage du capitalisme amena bon nombre de sociétés rurales à adopter un processus dans lequel il n'y avait pas deux catégories sociales bien tranchées (d'un côté, des agriculteurs auto-suffisants et de l'autre, des prolétaires), mais plutôt un groupe hybride de "semi-prolétaires", présents en partie dans le secteur non-marchand et en partie dans le secteur marchand<sup>8</sup>.

Pour approcher l'économie agricole congolaise à partir des perspectives esquissées précédemment et, par conséquent, contester le concept d'"économie duale", il convient de formuler une réponse aux questions suivantes : quels types d'agriculture liée au marché ont été introduits/développés durant l'Entre-deux-guerres au Congo ? Comment les populations locales ont-elles été incorporées dans l'agriculture capitaliste ? De quelle façon la population congolaise – dans les limites du colonialisme – a-t-elle réagi à ces nouvelles formes d'agriculture ? Quelle est la nature des liens qui, par conséquent, se sont développés entre agriculture/agriculteurs de subsistance et travail/travailleurs agricoles salariés ?

6. Voir, entre autres : DEBORAH BRYCESON, "African peasants' centrality and marginality : rural labour transformations", in DEBORAH BRYCESON, CRISTÓBAL KAY, & JOS MOOIJ (dir.), *Disappearing peasantries ? Rural labour in Africa, Asia and Latin America*, London, 2000, p. 37-63; HENRY BERNSTEIN, *Class dynamics of agrarian change*, (Agrarian Change & Peasant Studies 1), Sterling, 2010 et ERIC VANHAUTE, "Peasants, peasantries and (de)peasantization in the capitalist world-system", in SALVATORE J. BABONES & CHRISTOPHER K. CHASE-DUNN (dir.), *Routledge handbook of world-systems analysis : theory and research*, (Routledge International Handbooks), London, 2012, p. 313-321. 7. Une famille (ou un ménage) est définie dans cet article comme un groupe de personnes vivant sous un même toit et contribuant chacun à leur manière à la composition des revenus du ménage. 8. Le terme de "semi-prolétaires" est emprunté à HENRY BERNSTEIN, *Class dynamics...*, p. 53-56.

Cet article se subdivise en trois parties<sup>9</sup>. La première s'attache aux divers types d'agriculture qu'a connu le Congo dans l'Entre-deux-guerres. Notre but principal est de donner un aperçu global de l'économie agraire au Congo, ce qui, jusqu'à présent, faisait défaut dans la littérature. La deuxième partie se penche sur la manière dont les populations locales se sont intégrées dans l'agriculture de marché et la façon dont elles y ont réagi. La troisième partie approfondit la relation entre agriculture de subsistance et agriculture capitaliste. Notre but est de remettre en question la thèse d'une économie rurale duale entre les deux guerres, sur base de la littérature existante. Plutôt que de développer un cas, notre texte entend être un *eye-opener*, une approche des multiples visages de l'économie rurale congolaise au cours de cette période. Deux limitations, en conséquence : d'une part, ce texte ne repose pas sur des sources primaires; d'autre part, il est fait usage d'"*inductive generalizations*", ou d'expériences partagées<sup>10</sup>. La façon dont les villages – et même les individus – ont vécu les changements survenus à la campagne est très diverse. L'ambition de cette contribution ne consiste donc pas à mettre en lumière les différentes variations et gradations mais plutôt à envisager ce que la plupart des villageois congolais ont vécu en ce temps-là.

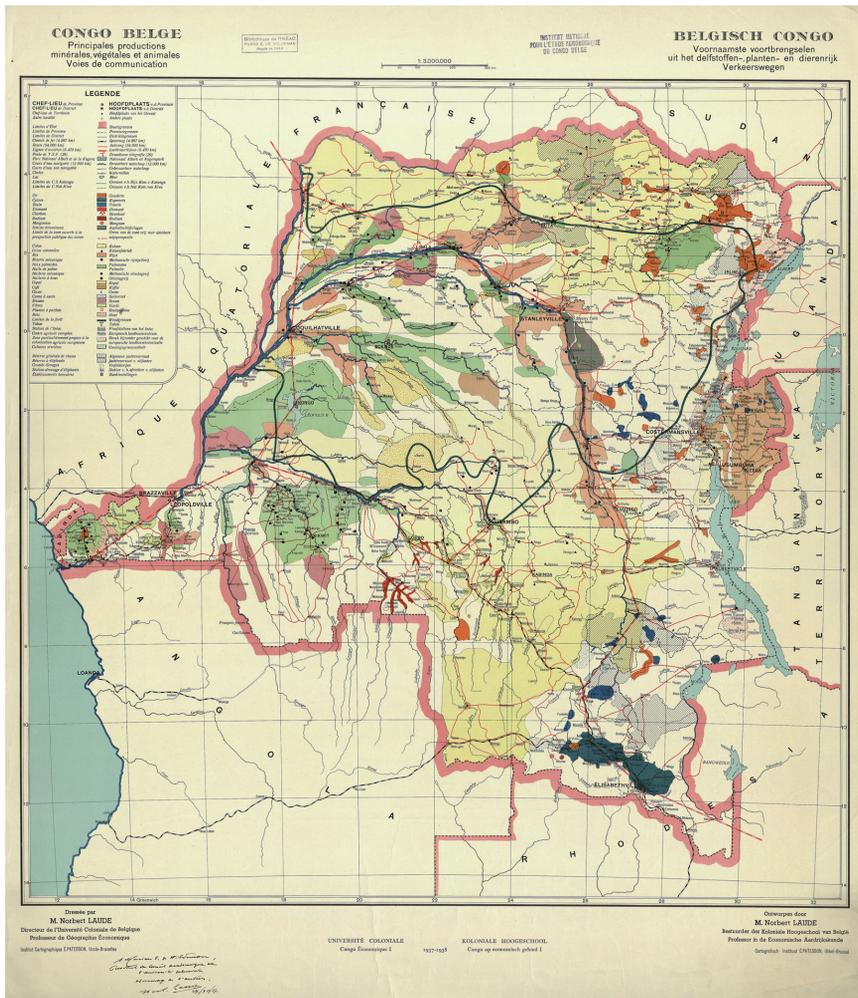
## II. Types d'agriculture

### L'agriculture collective

Le premier, et le plus ancien, mode d'agriculture concernait le travail sur des terres collectives dans une communauté donnée. Cette manière d'opérer peut être le mieux décrite en ces termes : "Méthode de culture périodique, principalement utilisée en région tropicale, consistant à abattre quelques arbres ou la totalité du peuplement, à brûler les bois abattus et à pratiquer des cultures agricoles pendant un an ou deux; après quoi, le cultivateur passe à un autre endroit, où il répète la même opération"<sup>11</sup>. Durant l'Entre-deux-guerres, il est vrai, il n'y avait plus d'agriculture "nomade" au sens strict du mot. Les villages congolais présentaient en effet une certaine forme de stabilité. Lorsque les sols primaires étaient épuisés, ils restaient quelques années en friche et les populations locales se mettaient alors à la recherche de nouveaux terrains. C'est seulement lorsque les terres nouvellement cultivées se trouvaient trop loin du village originel que le village en question était abandonné<sup>12</sup>.

La culture des sols obéissait à un schéma fixe. Les terrains étaient d'abord dégagés de la végétation existante (arbres, herbes...)

9. Dans une argumentation ultérieure, le terme "agriculture" s'entend comme le travail des sols par les Congolais. Il en découle que les "stations scientifiques expérimentales" n'ont pas été retenues, hormis une brève mention. D'une part parce que dans ces stations, l'accent était mis sur l'expérimentation avec les végétaux et non pas tant sur l'agriculture *stricto sensu* et, d'autre part parce que de telles institutions recouraient relativement peu aux (travailleurs) Congolais dans l'Entre-deux-guerres. 10. JAN VANSINA, *Being colonized : the Kuba experience in rural Congo, 1880-1960*, Madison, 2010, p. 328. 11. J.G. TONDEUR, *L'agriculture nomade au Congo belge*, Bruxelles, 1957, p. 3. 12. MARVIN P. MIRACLE, *Traditional agricultural methods in the Congo basin*, Stanford, 1964, p. B1.



Lorsque le caoutchouc et l'ivoire ne rapportaient plus suffisamment du fait de l'épuisement ou de la situation sur les marchés internationaux, on a entamé l'exploitation du sol au Congo, au Rwanda et au Burundi. Ce sol est riche en minerais et en matières premières mais se révèle également particulièrement fertile pour l'agriculture dans certaines régions. Principales productions figurant sur la carte : en bleu, en orange et en rouge, respectivement le cuivre, l'étain, l'or et le diamant; en jaune pâle et en vert pâle, les récoltes de coton et d'huile de palme; en brun clair, le café; en saumon, le riz. Carte intitulée "Congo belge. Principales productions minérales, végétales et animales. Voies de communication. Belgisch-Congo", 1937-1938, conçue par Norbert Laude, administrateur de l'Université coloniale de Belgique et professeur de géographie économique (collection De Wildeman). (AGR, Archives INEAC, n° 7449)

par les hommes de la communauté. Après une période de 4 à 6 semaines au cours de laquelle la végétation coupée pouvait sécher, on boutait le feu à l'ensemble de manière, ensuite, à "nettoyer" le terrain. Il est cependant improbable que durant l'Entre-deux-guerres, on procède encore de cette façon dans l'ensemble du Congo. Ce n'était pas seulement dû à l'appropriation des sols par les coloniaux (par exemple pour l'exploitation des plantations), mais également au fait qu'en 1934-1935, le pouvoir colonial avait promulgué des décrets fixant sur le plan juridique le travail des sols. Sur base de ces décrets, les "chefs" locaux, sur base d'accords, répartissaient les sols à travailler entre les membres de la communauté<sup>13</sup>. L'enregistrement juridique des terrains était basé sur la méthode précoloniale : les terres collectives étaient partagées entre les familles par les chefs. Les familles en recevaient l'usufruit<sup>14</sup> pendant le processus de culture. La modification que le colonisateur a, par contre, introduite dans le droit coutumier était une uniformisation de l'usufruit avec la propriété privée. Dans ces cas, par conséquent, il y avait une forme de transition de l'agriculture de subsistance collective (orientée sur l'ensemble du village) vers une agriculture de subsistance ménagée. Tous les chefs ne se montraient pas prêts à partager les terres (ou, quand ils

le faisaient, l'opération ne portait que sur une partie des terres), ce qui peu ou prou, eut comme conséquence de voir perdurer l'agriculture collective en fonction du degré de privatisation du sol.

Après ce travail préparatoire qui relevait de la tâche des hommes, c'était aux femmes d'entrer en action<sup>15</sup>. Elles étaient responsables des plantations et/ou des semis des végétaux ainsi que de la récolte. Cette méthode de travail agricole était adaptée afin de pourvoir la communauté en nourriture et elle se combinait avec la chasse, la cueillette, la pêche... (autant de tâches pratiquées par les hommes). Les développements (de ces méthodes) pendant l'Entre-deux-guerres eurent toutefois pour conséquence la disparition dans plusieurs régions du Congo d'apports supplémentaires en nourriture (voir aussi la partie suivante)<sup>16</sup>.

À l'intérieur du système d'agriculture collective, la technique "*slash and burn*" fut partout appliquée au Congo avec, il est vrai, des nuances liées aux circonstances géographiques et climatologiques. La forme la plus importante de technique de *slash and burn* fut la méthode "*cut-burn-plant*" définie ci-dessus, mais il existait également bien des variétés à l'intérieur de cette classe<sup>17</sup>.

13. ROBERT CORNEVIN, *Histoire du Zaïre des origines de nos jours*, Bruxelles, 1989, p. 271.

14. ELIZABETH COLSON, "The impact of the colonial period on the definition of land rights", in VICTOR TURNER (dir.), *Colonialism in Africa, 1870-1960. Volume 3: profiles of change : African society and colonial rule*, Cambridge/London/New York/Melbourne, 1971, p. 194.

15. G. TONDEUR, *L'agriculture nomade...*, p. 15. 16. MARVIN P. MIRACLE, *Traditional agricultural methods...*, p. A3. 17. *Idem*, p. B40. La méthode "*cut-burn-plant*" comportait, selon Miracle, dix subdivisions. Ainsi, par exemple, dans les régions de savanes herbeuses, on recourait à la technique du "*hoe-hoe-clean-burn-level-plant*". Une telle manière de travailler se retrouvait dans des parties du Kivu et des actuels Ruanda et Burundi.

L'image esquissée dans les précédents alinéas n'implique cependant pas que l'agriculture collective congolaise ne connaissait pas d'évolutions internes. Miracle insiste sur le fait que chaque région s'était spécialisée dans un certain type de plantes nutritives (par exemple, les légumineuses au Kivu) et que, sur cette base, il y avait échanges et troc<sup>18</sup>. L'existence d'un commerce (régional et interrégional) montre bien que le principe de la création de surplus alimentaires n'était pas inconnu dans la colonie durant l'Entre-deux-guerres. D'ailleurs, il convient d'insister que la création d'un tel surplus existait déjà au Congo durant la période pré-coloniale. Ce n'est pas uniquement le phénomène des "paiements tributaires" qui l'atteste, mais également l'existence des marchés et du commerce (inter)régional parfois intensif<sup>19</sup>. En outre, Vansina a démontré que, au moins dans la partie occidentale du Congo précolonial, il a par ailleurs existé un secteur agricole centré sur l'économie de marché (limité il est vrai tant en volume qu'en valeur)<sup>20</sup>. Une deuxième évolution interne réside dans la stabilisation de l'agriculture dans certaines parties du Congo. C'était le cas pour des régions relativement peuplées et fertiles (comme les territoires du Bas-Congo ou de grandes parties du Kivu et du Ruanda-Urundi) pour lesquelles les

techniques agricoles étaient qualitativement élaborées, les sols avaient été cultivés de façon durable et les villages connaissaient une occupation permanente<sup>21</sup>.

### Les "cultures obligatoires"

L'autorité coloniale était parfaitement consciente que l'agriculture collective congolaise était peu rentable d'un point de vue capitaliste. D'après Huybrechts, la Belgique voulait intégrer les paysans congolais dans une économie capitaliste contrôlée par l'État colonial<sup>22</sup>. Un premier pas en ce sens fut entrepris dès 1917 avec l'introduction des "cultures obligatoires". Dans le discours officiel, on retrouve souvent l'appellation de "cultures pédagogiques" L'intention du pouvoir colonial était de développer et de rentabiliser l'"agriculture indigène". La "pédagogie" – sur laquelle l'administration coloniale comptait insister dans sa coopération avec les Congolais – s'avérait évidemment un euphémisme. La partie de la population congolaise qui se retrouvait impliquée dans ce système fut obligée de cultiver un végétal bien précis, sur une surface bien précise, et ce pour un laps de temps bien déterminé (initialement pour un minimum de 60 jours par an mais pendant la Seconde Guerre mondiale cette

**18.** *Idem*, p. A4-A6. **19.** Voir par exemple : DAVID NEWBURY, "Lake Kivu regional trade in the nineteenth century", in *Journal des Africanistes*, nr. 2, 1980 (50), p. 7-30 pour le commerce précolonial entre le Congo oriental et le Ruanda, ou JEAN-LUC VELLUT, "Rural poverty in Western Shaba, c. 1890-1930", in ROBIN PALMER & NEIL PARSONS (dir.), *The roots of rural poverty in Central and Southern Africa*, London, 1977, p. 294-316 pour les relations économiques entre le Katanga occidental et l'Angola. **20.** JAN VANSINA, *Paths in the rainforests. Toward a history of political tradition in equatorial Africa*, London, 1990, p. 209-210. Autour de l'actuel lac de Nkunda (*Stanley-pool*), aux environs du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, on avait déjà procédé intensivement à la cueillette de palmiers sauvages pour l'exportation. On sait en outre qu'au Congo occidental, à partir de 1870, on a également pratiqué la cueillette du caoutchouc sauvage pour l'exportation. **21.** G. TONDEUR, *L'agriculture nomade...*, p. 6. Voir aussi MARVIN P. MIRACLE, *Traditional agricultural methods...*, p. B1. **22.** ANDRÉ HUYBRECHTS, *Bilan économique du Congo...*, p. 52.



*Edmond Leplae, directeur général du service agricole du ministère des Colonies à partir de 1910, a joué un rôle important dans l'introduction des cultures obligatoires. On le voit ici entouré de travailleurs locaux pour un poste agricole du ministère à Elisabethville, Musée d'Afrique centrale. (Musée royal de l'Afrique centrale)*

période fut portée à un minimum de 120 jours !)<sup>23</sup>. En échange pour les cultures pratiquées, les agriculteurs obtenaient un salaire extrêmement modeste, payé par les entreprises. Les salaires étaient non seulement très faibles : ils étaient en outre versés via les chefs locaux... qui, le plus souvent, ne les redistribuaient pas aux travailleurs ayants droit<sup>24</sup>.

Lors de l'introduction des cultures obligatoires, une distinction originelle avait été établie entre les végétaux à valeur nutritive (riz, bananes...) et ceux dévolus à l'exportation (huile de palme, coton...). Dans la pratique, il apparut rapidement qu'une spécialisation se fit en faveur de l'huile de palme et principalement du coton. Les chiffres suivants illustrent l'intérêt croissant pour les cultures obligatoires de coton durant l'Entre-deux-guerres : l'*output* du coton congolais atteignait 800 tonnes en 1920 et 135.689 tonnes en 1940<sup>25</sup>. En 1921, il y avait 15.000 foyers concernés par la culture de ce végétal alors qu'en 1940 ce nombre s'élevait à environ 906.000<sup>26</sup>. La crise mondiale des années 30, combinée aux salaires de misère, contribua d'une part à ce que les producteurs de coton appartiennent dorénavant à "... *the most impoverished segment of the rural society integrated into the colonial economy*"<sup>27</sup>. D'autre part, le système des cultures obligatoires fut encore étendu par le pouvoir colonial et il fut également décidé d'y intégrer la culture de nouveaux produits

agricoles<sup>28</sup>. Non seulement le monde des campagnes se vit davantage pressuré, mais des ouvriers d'usines licenciés furent également "contraints" de retourner dans leurs villages d'origine pour cultiver des végétaux bien déterminés<sup>29</sup>.

Ce régime des cultures obligatoires (tourné vers l'exportation), tel qu'il était appliqué au Congo belge, ne constituait pas un cas unique. Dans les colonies françaises et portugaises, un système semblable avait aussi été mis en route, tandis que dans les colonies britanniques d'Afrique, seule la culture des plantes nourricières avait été rendue obligatoire pour pallier aux carences alimentaires et à la faim<sup>30</sup>. La grande différence entre le Congo et les autres colonies africaines, c'est que, nulle part ailleurs que dans la colonie belge, ce système ne fut d'application sur une si grande échelle et pour un si long laps de temps : jusqu'à la fin de la période coloniale.

### Des paysans autonomes

La volonté des autorités coloniales d'augmenter la productivité agricole ne s'opérait pas seulement par la contrainte. Une partie des Congolais agissait comme des paysans autonomes indépendants (dans la littérature, ils sont généralement définis comme *smallholder*<sup>31</sup>). Ils parvenaient, à côté de la production de nourriture pour leur famille, à

25. OSUMAKA LIKAKA, *Rural society and cotton...*, p. 42. 26. *Ibidem*. 27. *Idem*, p. 79. 28. BOGUMIL JEWSIEWICKI, "African peasants in the totalitarian society of the Belgian Congo, 1917-1960", in MARTIN A. KLEIN (dir.), *Peasants in Africa, historical and contemporary perspectives*, Beverly Hills, 1980, p. 55. 29. *Id.*, "The great depression and the making of the colonial economic system in the Belgian Congo", in *African Economic History*, nr. 4, 1977 (2), p. 160. 30. MARVIN P. MIRACLE, *Traditional agricultural methods...*, p. E9. 31. Le terme *smallholder* tel qu'employé dans cet article s'applique à un agriculteur autosuffisant qui, à côté de sa production de nourriture, produit et vend des produits agricoles d'exportation (comme le café ou le coton); l'appellation "*peasant*" (voir plus loin), fait référence à un agriculteur qui fait commerce du

cultiver un produit agricole pour l'exportation<sup>32</sup>. Jewsiewicki affirme que, dans les années 1920, dans différentes régions comme le Nord-Kivu, "*Some primitive accumulation began...where certain chiefs persuaded their subjects to cultivate cotton and coffee*"<sup>33</sup>. Quoique le pouvoir colonial prônait "le développement" de "l'agriculture indigène", il réagit de manière plutôt réservée à la présence des paysans indépendants. Ce mécontentement provenait d'une part du fait que, durant l'Entre-deux-guerres, l'administration coloniale privilégiait de toute évidence les entreprises européennes fonctionnant sur le mode capitaliste. Le développement d'une classe moyenne congolaise en fut par conséquent freiné. Ainsi, était-il par exemple officiellement interdit aux Congolais de prendre d'autres personnes à leur service, ce qui eut pour résultat de rendre impossible l'essor d'une entreprise "moderne"<sup>34</sup>. Par ailleurs, les *smallholders* échappèrent souvent au contrôle de l'État colonial. D'autre part, des motivations idéologiques jouèrent également un rôle. Quoique dans le discours officiel, aucune distinction n'était établie entre le "Blanc" et le "Noir", la communauté "blanche" avait en tête une séparation raciale

(une "*color bar*" invisible...). La montée en puissance d'une classe moyenne indigène pouvait suite à cela être perçue comme un danger par cette communauté "blanche". Pour cette raison aussi, les *smallholders* furent freinés dans leur expansion<sup>35</sup>. La crise des années 30 a en outre multiplié les interventions de l'État (contrôle, planning...) dans le secteur rural, ce qui a eu pour conséquence de freiner encore davantage le processus de développement des paysans congolais animés d'un esprit capitaliste : "*Rigorous and coercive agricultural planning, the control of prices lowered by 50 percent to 80 percent during the Great Depression prevented African participation outside the state-controlled market. The state decided what peasants could grow, what prices they would receive...*"<sup>36</sup>. Qui plus est, les paysans congolais, contrairement aux propriétaires européens de plantations, ne pouvaient pas compter sur des prêts ou des subsides pour surmonter la crise<sup>37</sup>. La conséquence de cette politique des autorités coloniales fut que, durant l'Entre-deux-guerres, les *smallholders* demeurèrent un groupe relativement marginal au Congo, contrairement à ce qui se passait, par exemple, dans l'Afrique orientale britannique.

surplus de sa propre production de nourriture et qui complète ses revenus par d'autres rentrées (par exemple à partir du travail dans les plantations et/ou le commerce local). Au contraire d'un *smallholder*, le *peasant* ne se préoccupe pas de la culture *cash crops*. **32.** Comme esquissé dans le précédent paragraphe, la production de marché, du moins dans la partie occidentale du Congo, était présente avant l'arrivée de l'Europe. Mais reste la question de savoir comment cette connaissance a été répandue à d'autres parties de la Colonie. Cette expansion s'est-elle déroulée sous forme d'une diffusion "naturelle" ou le système des récoltes obligatoires a-t-il aussi joué un rôle ? Est-il inconcevable qu'un certain nombre de paysans congolais se soient mis à travailler pour leur propre compte au lieu de percevoir un salaire misérable sur les "cultures obligatoires" ? **33.** BOGUMIL JEWSIEWICKI, "Rural society...", p. 114. **34.** *Id.*, "The great depression...", p. 162. **35.** *Id.*, "Rural society...", p. 117-119. **36.** *Id.*, "African peasants...", p. 53. **37.** *Id.*, "The great depression...", p. 169.

### Les “entreprises agricoles indigènes”

Le coup de frein donné aux petits paysans indépendants ainsi que l'introduction en 1917 des cultures obligatoires eurent pour conséquence que l'“agriculture indigène” demeura l'enfant pauvre de l'économie. Le caractère non-productif de l'économie de subsistance (appréhendue d'un point de vue capitaliste) resta une question prioritaire dans les cercles coloniaux belges. La productivité de l'agriculture congolaise devait être augmentée en transformant la nature extensive de l'agriculture collective en un travail plus intensif de la terre. Des experts – parmi lesquels Edmond Leplae<sup>38</sup> qui figurait parmi les principaux protagonistes – étaient d'accord sur le fait que cette intensification ne pourrait être réalisée en laissant travailler ensemble des paysans indépendants dans des “paysannats indigènes”. Leurs plaintes furent entendues et, en 1933, l'Institut national pour l'Étude agronomique du Congo belge (INEAC) fut constitué<sup>39</sup>. Avec l'aide d'experts (des agronomes et d'autres scientifiques) et le développement de stations expérimentales, les autorités coloniales voulaient stimuler l'“agriculture indigène”. La stimulation en question ne se déroula pas seulement par l'adoption de mesures pour économiser le travail mais aussi, par exemple, par l'introduction d'engrais artificiels : “...

*families were relocated in an effort to place their fields in a systematic layout and to place the center of the community nearer existing roads in order to aid the use of machinery and to facilitate the introduction of fertilizers, pesticides, superior crop rotation, and superior varieties, and to make supervision and guidance easier”<sup>40</sup>.*

Une telle “entreprise agricole indigène” fut expérimentée pour la première fois en 1936 à Gandajica (actuellement province de Lomani). Cette forme d'agriculture, à vrai dire, n'était pas importante durant l'Entre-deux-guerres et c'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que les paysannats furent appliqués sur une grande échelle<sup>41</sup>.

Leur valeur n'était donc pas telle qu'elle représentait une forme d'agriculture importante dans l'Entre-deux-guerres. L'importance se situait plutôt dans la réforme profonde de la politique agricole coloniale. Jusqu'en 1933, l'administration recherchait des innovations agraires qui avaient été développées ailleurs; à partir de cette date, cette recherche fut opérée à partir du Congo belge<sup>42</sup>. Un deuxième revirement résidait dans le fait qu'à partir de 1933 le développement de l'“agriculture indigène” fut abandonné aux Congolais, ce qui était inconcevable auparavant<sup>43</sup>. Ces deux évolutions n'impliquaient cependant

38. Depuis 1910, Leplae était directeur général du département agricole du ministère des Colonies et avait aussi joué un rôle important dans l'introduction des “cultures obligatoires”.

39. Pour une excellente analyse de cet Institut et de ses activités, nous renvoyons à : BRECHT GUNST, *Het Institut national pour l'Étude agronomique du Congo belge. De integratie van de Congolese peasant in het kapitalistische wereld-systeem*, masterscriptie, Opleiding geschiedenis, Universiteit Gent, 2012. L'INEAC fut de facto le successeur de la Régie des Plantations de la Colonie (REPCO) mise sur pied en 1926. La grande nouveauté, c'est que l'INEAC se consacrait davantage à des expériences scientifiques que son prédécesseur.

40. MARVIN P. MIRACLE, *Traditional agricultural methods...*, p. E10. 41. ANDRÉ HUYBRECHTS, *Bilan économique du Congo...*, p. 53. 42. MARVIN P. MIRACLE, *Traditional agricultural methods...*, p. E10. 43. MICHEL MASSOZ, *Le Congo des Belges (1908-1960)*, Liège, 1994, p. 334.

pas, pour les agriculteurs congolais, une obtention soudaine de la pleine liberté de commercer. Jewsiewicki fait remarquer que les paysannats étaient assujettis au contrôle de l'État et que, de cette manière, les agriculteurs étaient maintenus en dehors de l'économie de marché contrôlée par l'État<sup>44</sup>. Comme je l'ai déjà dit auparavant, le développement de paysans indépendants et leur entrée dans une économie de marché libre fut précisément freinée par un manque de contrôle de l'État.

### Les plantations

Malgré le contrôle de l'autorité coloniale sur les entreprises agricoles indigènes, celles-ci étaient néanmoins bel et bien dirigées par des travailleurs congolais. Cela représentait une grande différence avec les plantations qui, elles, étaient dirigées par des colons européens (surtout belges). Mais que doit-on s'imaginer par plantation au Congo belge ? Les images des plantations des Caraïbes où les Africains – bien que non enchaînés – sont employés comme esclaves, viennent spontanément à l'esprit. Ce serait cependant commettre un anachronisme de projeter cette image sur les plantations du Congo pendant l'Entre-deux-guerres.

Une plantation "moderne", industrielle, peut le mieux être décrite en ces termes : "... *although plantation labour was the route for entering the market economy, most Africans entered as unskilled labour, and the plantation economy did little to inculcate new labour skills. Nor was the low-productivity, casual labour force transformed into a high-productivity, permanent labour force*"<sup>45</sup>. Cooper ajoute à cette description qu'une plantation présente une structure économique spécifique (souvent avec des travailleurs saisonniers ou à la journée), une grosse unité centrée sur l'exportation où des aspects comme le contrôle centralisé et la discipline sont importants<sup>46</sup>. En général, les plantations africaines travaillent avec des ouvriers non scolarisés, souvent temporaires et qui montrent une faible productivité. En outre, elles sont caractérisées par le paiement de très bas salaires. Tant Kestergat que Stengers ont montré de manière spécifique pour le Congo la faible rentabilité des plantations et l'octroi de salaires moyens<sup>47</sup>.

Durant l'Entre-deux-guerres, les plantations congolaises étaient actives dans toutes sortes de secteurs d'exportation : café, tabac, thé, huile de palme... C'est surtout l'exploitation de ce dernier produit qui a connu une évolution

44. BOGUMIL JEWSIEWICKI, "African peasants...", p. 58. 45. GERALD M. MEIER, "External trade and internal development", in PETER DUIGNAN & LEWIS GANN HENRY (dir.), *Colonialism in Africa, 1870-1960. Volume 4 : the economics of colonialism*, Cambridge/London/New York/Melbourne, 1975, p. 458-459. 46. FREDERICK COOPER, *From slaves to squatters : plantation labor and agriculture in Zanzibar and coastal Kenya, 1890-1925*, Portsmouth, 1997, p. 12. Bien que l'auteur, dans ce travail, n'aborde pas la situation au Congo, il avance dans l'introduction quelques idées générales, entre autres concernant les plantations, idées s'avérant pertinentes dans le cadre de cet article. 47. JEAN STENGERS, *Le Congo, mythes et réalités...*, p. 205 et JEAN KESTERGAT, *Quand le Zaïre s'appelait Congo. L'aventure coloniale belge*, Bruxelles, 1985, p. 92.



*Les villages ouvriers sont presque toujours aménagés sur deux rangées de maisons le long de chaque côté des routes conduisant au lieu de travail. Village ouvrier au Mont Hawa, construit d'après un modèle d'habitation indigène, photographie [fin des années 1930]. (AGR, Archives INEAC, n° 7983)*

étrange. En tant qu'élément du groupe britannique *Unilever*, les Huileries du Congo belge ont été créées en 1911<sup>48</sup>. Initialement, les Huileries opéraient au sein du système des cultures obligatoires. Les Congolais étaient contraints de couper les fruits de palmiers sauvages et de les transporter eux-mêmes vers des centrales de stockage. Bien que la population locale soit hostile à ce système, les Huileries ont connu un essor énorme dans les années 20. Comme pour la culture obligatoire du coton, l'usage de la force et le paiement de petits salaires n'y étaient pas étrangers. La firme s'est même livrée à de la "surcapitalisation" avec comme conséquence qu'on ne pouvait réaliser un profit que lorsque les prix de l'huile de palme étaient hauts sur le marché. Avec la crise économique mondiale des années 30 – et la chute des prix de l'huile de palme –, il devint évident que la méthode des cultures obligatoires n'était plus rentable. La direction des Huileries rechercha alors des mesures susceptibles d'économiser aussi bien le travail que la terre : *"In the end the solution was to establish plantations which, because the trees could be concentrated into limited areas and the whole process of cutting and transport made more efficient, would also make it possible to recruit and keep a... labour force"*<sup>49</sup>. Ce ne fut pas la crise seule qui permit un changement. La constatation aussi que les plantations *Unilever* en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est produisaient de manière plus efficace et meilleur marché que la production obligatoire congolaise conduisit à décider qu'à partir des années 30, on passerait à une économie de plantations<sup>50</sup>.

Après une phase transitoire et les troubles de la Seconde Guerre mondiale, les plantations des Huileries purent conquérir une place considérable sur le marché mondial. Dans le courant des années 50, environ 9,2 % de la production globale d'huile de palme provenaient des plantations congolaises.

## II. Incorporation et réactions rurales

Dans la partie précédente, j'ai montré que quatre types d'agriculture centrée sur le marché firent leur entrée ou se développèrent au Congo durant l'Entre-deux-guerres. À cause des coups de frein apportés aux *smallholders* et de la mise en place tardive des paysannats indigènes, ces formes ont joué un rôle assez limité durant cette période. Le présent chapitre éclaire la façon dont les agriculteurs de subsistance ont été incorporés dans l'agriculture capitaliste (cultures obligatoires et plantations) et comment ils ont réagi.

### Contrainte et violence

L'introduction de formes agraires capitalistes a eu comme conséquence la destruction de l'agriculture collective. La prise en mains et la privatisation *de jure* des sols ont contribué à une diminution quantitative des terrains collectifs. En outre, du fait du travail salarié, on pouvait accorder moins de temps au travail communautaire. Cela n'impliquait pas que chaque Congolais s'était spontanément engagé dans l'économie agricole de marché afin de pourvoir à sa subsistance par un travail salarié.

48. Cet alinéa est basé sur SAMUEL H. NELSON, *Colonialism in the Congo basin, 1880-1940*, Athens (Ohio), 1994, p. 114-201 et DAVID KENNETH FIELDHOUSE, *Unilever Overseas : the anatomy of a multinational 1895-1965*, London, 1978, p. 494-555. 49. *Idem*, p. 512. 50. Il convient de souligner ici qu'avant les réformes, il existait déjà des plantations d'huile de palme relevant des Huileries. Celles-ci étaient utilisées en tant que suppléments aux cultures obligatoires.

La plupart des Congolais ne sont pas passés volontairement au système de salaire européen. Le paiement de très petits salaires et les conditions de travail ont eu un effet dissuasif sur la population. En outre, pourquoi les agriculteurs de subsistance auraient-ils eu besoin d'un salaire ? L'administration coloniale a essayé de pallier au manque de volontaires par la mise en place d'impôts par lesquels les Congolais étaient obligés d'amasser un revenu "régulé par l'État"<sup>51</sup>. Si les taxes n'étaient pas payées (par un refus ou la non-atteinte d'un quota de production), une sanction s'ensuivait, allant de coups, à l'enlèvement des femmes, à des amendes jusqu'aux peines de prison. Une autre manière de contraindre la population locale de s'adapter au travail salarié européen était le recours à l'agression physique. L'usage de la violence dans la première moitié de l'Entre-deux-guerres était beaucoup moins explicite qu'après la crise mondiale. Alors que dans les années 1920 une certaine liberté de commerce existait, la dépression et ses séquelles ont entraîné un retournement dans la politique coloniale<sup>52</sup>. En outre, les actes de violence ne se produisaient pas avec autant d'intensité dans toutes les régions<sup>53</sup>. C'était principalement le secteur

des cultures obligatoires (surtout l'huile de palme et le coton) qui se caractérisait par de graves formes de contrainte et de violence : "L'histoire se répétait. Ces deux produits, après 1910, avaient pris la place du caoutchouc. Leur exploitation fut soumise à un même régime de contrainte..."<sup>54</sup>.

Les agriculteurs qui évoluaient dans le système des cultures obligatoires devaient compter avec toutes sortes de contraintes et de violences. La contrainte exercée par l'administration coloniale s'exprimait par l'interdiction à grande échelle des rituels existants, des activités religieuses et des réunions sociales; des policiers en patrouille veillaient strictement au respect des interdictions<sup>55</sup>. L'emploi de la violence était aussi présent pendant la phase de production. Des fonctionnaires coloniaux et des notables locaux vérifiaient si les agriculteurs congolais produisaient suffisamment et si tel n'était pas le cas, des peines physiques s'ensuivaient, comme des coups de fouet. Y compris chez les femmes, malgré l'interdiction légale<sup>56</sup>. En outre, le délai minimum légal de 60 jours n'était souvent pas respecté, ce qui fait qu'il n'y avait pas de limite à la période pendant laquelle une production

51. Le coup de frein apporté au développement des *smallholders* peut également être appréhendé comme une forme de contrainte. Les *smallholders* s'orientaient volontairement dans une économie de type capitaliste; à vrai dire, une économie non contrôlée par l'État engendrait un vif mécontentement de la part de l'administration coloniale. 52. Voir entre autres : BOGUMIL JEWSIEWICKI, "Unequal development: capitalism and the Katanga economy, 1919-1940", in Robin Palmer & NEIL PARSONS (dir.), *The roots of rural poverty in Central and Southern Africa*, London, 1977, p. 317-344; Id., "Modernisation ou destruction du village africain : l'économie politique de la 'modernisation agricole' au Congo Belge", in *Les Cahiers du CEDAFA*, nr. 5, 1983, p. 46; CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH, "The colonial economy of the former French, Belgian and Portuguese zones, 1914-1935", in ALBERT ADU BOAHEN (dir.), *General history of Africa, VII: Africa under colonial domination, 1880-1935*, Berkeley, 1985, p. 371; SAMUEL H. NELSON, *Colonialism in the Congo basin...*, p. 132 et JAN VANSINA, *Being colonized...*, p. 165-166. 53. SAMUEL H. NELSON, *Colonialism in the Congo basin...*, p. 150 et JAN VANSINA, *Being colonized...*, p. 235. 54. ISIDORE NDAYWEL È NZIEM, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Paris/Bruxelles, 1998, p. 382.

55. OSUMAKA LIKAKA, *Rural society and cotton...*, p. 47. 56. *Idem*, p. 53-55.

d'exportation devait être cultivée<sup>57</sup>. Cet aspect, combiné à l'élargissement du système suite à la crise mondiale des années 30, avait pour conséquence que, dans certaines parties du Congo, les communautés locales étaient sévèrement touchées et que des activités comme la chasse ou la cueillette disparaissaient souvent<sup>58</sup>.

En outre, la contrainte n'était pas présente uniquement sur les cultures obligatoires<sup>59</sup>. Dans l'économie de plantation aussi, on ne craignait pas de recourir à la violence. Fieldhouse met l'accent sur le fait que les propriétaires des plantations liées aux Huileries se montraient souvent agressifs envers leurs employés<sup>60</sup>. La contrainte et la violence ne se produisaient pas seulement dans le secteur de l'huile de palme. Pour pourvoir à la réserve alimentaire destinée aux travailleurs dans les mines de diamant du Kasai, il y avait des plantations à proximité des mines et là aussi on connaissait ce phénomène de violence<sup>61</sup>. Les travailleurs des plantations de café au Kivu devaient eux aussi compter avec les actes de brutalité, dont des coups, avec parfois des blessures à la clé<sup>62</sup>.

## Résistance

Des lignes précédentes, il apparaît que l'incorporation dans l'agriculture capitaliste ne s'est pas passée sans mal. Très souvent les colonisateurs ont dû imposer les normes de l'économie de marché à la population locale. Dans ce paragraphe, nous mettons l'accent sur la manière dont le colonisé a accueilli l'agriculture centrée sur le marché alors que le paragraphe précédent abordait le point de vue du colonisateur.

La population congolaise ne peut en aucun cas être considérée comme passive. L'érosion de l'agriculture de subsistance collective, couplée aux bas salaires et à une situation de travail lamentable dans l'agriculture capitaliste a provoqué durant l'Entre-deux-guerres tant une opposition latente qu'une opposition manifeste<sup>63</sup>. L'opposition de la population locale n'était pas exprimée partout de la même manière, de même que la contrainte et les violences n'étaient pas présentes également dans tous les villages congolais. Là où la manière de vivre habituelle était fondamentalement minée par

57. BOGUMIL JEWSIEWICKI, "African peasants...", p. 64. 58. *Idem*, p. 56. 59. Quoique l'accent ait été mis dans cet article sur la récolte obligatoire des produits agricoles d'exportation, il convient d'insister aussi sur le fait que la récolte obligatoire de nourriture n'était pas exempte de pressions et de violences : voir DAVID NORTHROP, *Beyond the bend in the river : African labor in Eastern Zaire 1865-1940*, Athens (Ohio), 1988, essentiellement p. 140-151 pour une analyse des récoltes obligatoires de nourriture à proximité des mines d'or de Kilo-Moto, et BOGUMIL JEWSIEWICKI, "Unequal development: capitalism and the Katanga economy...", essentiellement p. 325-329 pour les mines de cuivre du Katanga. 60. DAVID KENNETH FIELDHOUSE, *Unilever Overseas...*, p. 517. 61. S.n., "Forced labour on plantations, farms and mines", in A. NZULA, IVAN POTEKHIN & ALEKSANDR ZAKHAROVICH ZUSMANOVICH (dir.), *Forced labour in Colonial Africa*, London, 1979, p. 67-68. 62. SVEN VAN MELKEBEKE, *More continuity than change. Arbeid en arbeidsrelaties in de koffieplantagesector van Kivu tijdens het interbellum*, masterscriptie, Opleiding geschiedenis, Universiteit Gent, 2012, p. 98-99. 63. Les Congolais pouvaient en outre opter pour l'*exit option* : aussi bien les migrations internes que les migrations vers d'autres colonies représentaient un moyen d'échapper aux pressions et quelquefois aux violences extravagantes. Cela n'impliquait cependant pas que la situation des migrants s'améliorait automatiquement dans leurs "nouveaux" domaines...

l'autorité coloniale (suite aux conséquences de recrutement excessifs, par exemple), des formes de résistance s'avéraient davantage monnaie courante que dans les régions où la population était sous contrôle<sup>64</sup>.

La résistance latente pouvait s'exprimer de diverses manières<sup>65</sup>. Ainsi, quand une équipe de recrutement s'approchait d'un village, les habitants s'enfuyaient souvent dans un bois proche, espérant échapper de cette façon au travail salarié européen. L'opposition se manifestait aussi sur le lieu de travail même : par exemple dans le secteur des plantations de café où les travailleurs congolais sectionnaient les racines des plants de café.

Ce qui est le plus parlant, ce sont les formes ouvertes de protestation. Pendant les années 20, quelques manifestations collectives de paysans ont eu lieu; ces rébellions se caractérisent par "...a refusal to conform"<sup>66</sup>. S'agissait-il d'un refus de la population congolaise de s'adapter à l'économie agricole capitaliste, ou plutôt un refus de jeter par-dessus bord la méthode de survie habituelle sans sourciller ? L'utilisation, parfois, de violences physiques par l'administration coloniale (lors des récoltes obligatoires), la pression fiscale et les bas salaires dans l'économie agraire de marché ont néanmoins conduit en 1931 à la plus grande, et à la plus connue, des révoltes de l'Entre-deux-guerres : la révolte des Pende<sup>67</sup>. Dans la littérature, l'importance de cette mutinerie n'a pas été sous-estimée : "The significance of the

*Pende revolt lies mainly in the light it throws on the Belgian strategy of using fiscal policy backed by physical force to induce Africans to work as labourers and producers against their will*"<sup>68</sup>. Jewsiewicki va encore un peu plus loin et constate que "...refusal to recognize the superiority which whites claimed was an important element of the growing awareness of colonial exploitation"<sup>69</sup>. Cette conscience, l'auteur la voit aussi parmi les petits fermiers indépendants et, selon lui, les premiers signes d'une conscience de classe ont fait leur apparition auprès de ce groupe d'agriculteurs<sup>70</sup>. Cette conscience, pendant l'Entre-deux-guerres, était encore marginale et sans aucune forme d'organisation, ce qui était la conséquence de l'interdiction (jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale) des syndicats. D'un autre côté, on peut se demander si la conscience de classe perçue par Jewsiewicki ne doit pas plutôt être comprise comme une conscience ethnique...

### L'agriculture familiale

"At one level, the concept of resistance is generally accepted and unproblematic...But much of the resistance literature is written as if the "R" were capitalized...The concept of resistance can be expanded so broadly that it denies any other kind of life to the people doing the resisting. Significant as resistance might be, Resistance is a concept that may narrow our understanding of African history rather than expand it"<sup>71</sup>. Par ces mots, Cooper met le

64. SAMUEL H. NELSON, *Colonialism in the Congo basin...*, p. 199. 65. Voir BOGUMIL JEWSIEWICKI, "Rural society...", p. 121. 66. *Idem*, p. 120. 67. Les Pende vivaient (et vivent encore) en grande partie dans l'actuelle province de Kwilu. 68. DAVID KENNETH FIELDHOUSE, *Unilever Overseas...*, p. 516. 69. BOGUMIL JEWSIEWICKI, "Rural society...", p. 121. 70. *Idem*, p. 118. 71. FREDERICK COOPER, "Conflict and connection : rethinking colonial African history", in *The American Historical Review*, nr. 5, 1994 (99), p. 1532.



*Pygmées utilisés dans l'agriculture, 1957. (Cegesoma, photo n° 245908)*

doigt sur la plaie de l'enquête scientifique. Les auteurs accentuent souvent l'opposition des populations locales à l'exploitation coloniale, souhaitant montrer l'agency africaine. Mais comme Cooper le remarque avec raison, la résistance intérieure n'est pas la seule forme d'agency. Comment la population congolaise – en dehors de la résistance – a-t-elle réagi au recul de l'agriculture collective ?

La réponse à cette question se trouve dans le processus de *peasantization*<sup>72</sup> : en investissant davantage dans l'agriculture familiale – à côté de son approvisionnement propre –, on a créé un surplus qui pouvait faire l'objet d'un commerce tandis que la famille avait le contrôle d'une parcelle de terrain. Le revenu provenant du travail salarié était utilisé pour payer les taxes et, dans la mesure du possible, acquérir d'autres biens de consommation. En outre, il n'était pas inhabituel de voir les revenus de la famille encore élargis par des activités commerciales connexes (par exemple, le brassage et le commerce de la bière). Dans les alinéas ci-dessous, on va s'intéresser à deux cas importants. Il s'agit, d'une part, de montrer comment l'agriculture de subsistance est combinée au travail industriel et, d'autre part, de voir comment différentes formes d'agriculture ont été associées.

Le premier cas traite des travailleurs de la Compagnie de chemin de fer du Bas-Congo au Katanga. Le décret du 16 mars 1922 obli-

geait les entreprises coloniales à fournir la nourriture à leurs ouvriers. Souvent, cette nourriture était de mauvaise qualité ou insuffisante en quantité pour nourrir la famille, avec pour conséquence que : "...workers' families had to produce their own food to supplement or replace the food ration. So when the men went to their railway work, the majority of women went either to their fields, did some petty trade or brewed beer to supplement their husbands' low salaries"<sup>73</sup>. Outre la fourniture de nourriture à la famille, on créa un surplus qui était vendu sur les marchés locaux<sup>74</sup>. Le salaire que recevaient les travailleurs du chemin de fer était très bas, avec pour résultat que les ménages cherchaient des moyens d'élargir le revenu de la famille. Cette situation a abouti à ce que le salaire de misère devienne un supplément pour payer les taxes et/ou pour acheter des biens de consommation, tandis que le commerce et d'autres activités commerciales devinrent les principales sources de revenu de la famille<sup>75</sup>.

Dans le deuxième cas, l'attention s'est portée sur la situation au Kivu et plus spécifiquement dans la région de Kabare. Dans la période de l'Entre-deux-guerres, les habitants de ces régions sont restés : "...subsistence farmers, drawing the essentials of their livelihood from the land and supplementing their resources...through work for larger farmers (read, 'European planters') and the sale

72. La description de ce processus figure dans ERIC VANHALTE, "The end of peasantries ? Rethinking the role of peasantries in a world-historical view", in *Review : Fernand Braudel Center for the study of economies, historical systems, and civilizations*, nr. 1, 2008 (31), p. 42-43. 73. NKASA YELENGI, "Labor policies and household economic strategies among the railway workers in Katanga, Belgian Congo, 1928-1960", in *Africa : Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente*, nr. 4, 2000 (55), p. 476. 74. *Idem*, p. 483. 75. *Idem*, p. 476.

*of surplus crops...*<sup>76</sup>. Malgré le contexte complètement différent, il apparaît clairement, comme dans le cas précédent, qu'à côté de l'approvisionnement spécifique en nourriture, un surplus a été constitué et commercialisé. Une autre similitude avec les travailleurs du chemin de fer résidait dans la combinaison d'une agriculture de subsistance avec un travail salarié (dans le cas présent, du travail sur les plantations de café). Le recrutement dans les villages voisins de travailleurs principalement temporaires – environ 80 % du corps de travail – a permis de poursuivre l'entreprise d'une agriculture "autosuffisante"<sup>77</sup>. Les forces de travail qui étaient depuis longtemps (de un à trois ans) au service salarié d'une plantation ont continué à s'occuper d'agriculture de subsistance. Dans ce dernier cas, les travailleurs des plantations étaient nourris par leur famille (en d'autres termes : par les femmes), tandis que le salaire servait à payer les taxes et, si possible, à acquérir des biens de consommation<sup>78</sup>.

Le processus de *peasantization* n'était cependant pas rejeté pour chaque Congolais. Dans le premier chapitre, on a déjà indiqué que certains chefs locaux avaient refusé d'attribuer un morceau de terrain à leurs "sujets". Ces "sans-terre" ne purent se développer en *peasants* ou en *smallholders*. Conséquemment, ils restèrent actifs dans l'agriculture collective ou migrèrent vers les villes en développement.

### III. Une économie duale ou dynamique ?

#### La relation entre une économie agricole de marché... et une économie qui ne l'est pas

Dans la première partie, j'ai montré qu'il existait au Congo, dans l'Entre-deux-guerres, trois formes importantes d'agriculture. Suite à la mise sous le knout des *smallholders* et l'arrivée tardive des "entreprises agricoles indigènes", il n'est pas essentiel d'accorder à ces deux formes une attention significative.

Dans le chapitre précédent, on a souligné que la population congolaise combinait l'agriculture autosuffisante avec le travail salarié (plantations, industrie...). Cette combinaison a été rendue possible par un changement structurel dans les économies de subsistance – le collectif diminuant au profit d'une production domestique. La réorientation de la production de nourriture à usage propre essentiellement vers des produits d'exportation n'a pas signifié le remplacement de l'agriculture de subsistance par un autre type agraire centré sur le marché. Les Congolais et, en général, la plupart des Africains "...sought to combine agricultural work on their own with wage labor for others, hoping to obtain security and a cash income

76. ELINOR SOSNE, "Colonial peasantization and contemporary underdevelopment : a view from a Kivu village", in GUY GRAN (dir.), *Zaire. The political economy of underdevelopment*, New York, 1979, p. 192. Kabare était une des huit régions à l'intérieur du district colonial du Kivu; ce district correspondait *grosso modo* aux actuelles provinces situées à l'est du Congo, le Nord- et le Sud-Kivu. 77. SVEN VAN MELKEBEKE, *More continuity than change...*, p. 59-63 et p. 90-91. 78. CIRHAGARHULA BASHIZI, "Processus de domination socio-économique et marché du travail au Bushi (1920-45)", in *Enquêtes et Documents d'histoire africaine*, 1978 (3), p. 21.



*L'économie agricole est principalement tournée vers l'exportation et se focalise sur l'huile de palme, le caoutchouc et le coton. Les Huileries du Congo Belge (HCB) - futures "Unilever" – se sont vues attribuer 750.000 hectares. L'entreprise est surtout connue pour le travail obligatoire auquel elle soumettait ses travailleurs, mais contestait cette critique en argumentant de la construction (imposée de manière contractuelle) d'hôpitaux, d'écoles et de route. Photo de la récolte de noix pour l'huile de palme sur une plantation à Binga, 1947 (photo E. Lebiéd pour Congopresse). (AGR, Archives INEAC, n° 7972)*

*without losing control over the way they worked*<sup>79</sup>.

La mise en place de cultures obligatoires – parmi lesquelles le coton et l'huile de palme ont causé le plus d'agitation – a représenté un choc pour les communautés locales. Comme on l'a dit plus tôt, les Congolais devaient cultiver un minimum de jours par an une récolte destinée à l'exportation. Cet aspect des choses montre que le pouvoir colonial ne voulait pas détruire l'agriculture de subsistance. Il y a un consensus dans la littérature sur l'importance persistante manifestée pour cette économie de subsistance. Jewsiewicki l'exprime comme suit : *"In spite of colonial economic and social pressures, agricultural populations did preserve some control over their working hours and their diverse food production"*<sup>80</sup>. D'autres auteurs montrent l'adaptation que l'économie d'autosubsistance a subie, mais celle-ci reste néanmoins à la base de la production de nourriture<sup>81</sup>.

Le même principe a joué dans l'économie de plantation. J'ai déjà indiqué que les plantations utilisaient de nombreux travailleurs temporaires (saisonniers et/ou journaliers). La logique du point de vue des propriétaires de plantations est facile à comprendre. En engageant des travailleurs temporaires, il est possible de comprimer les coûts : il ne faut pas prévoir de logement; les temporaires sont

moins payés que les travailleurs réguliers et, de surcroît, le travail temporaire permet aux travailleurs de produire leur propre nourriture. Le recrutement des travailleurs de plantations dans les villages alentour – comme c'est le cas dans les plantations de café au Kivu – permettait aussi à des travailleurs réguliers de réunir la production capitaliste et la production non-capitaliste.

#### **Des fermiers et des fermières flexibles**

La répartition des tâches au sein de l'agriculture collective reposait sur un équilibre précaire entre homme et femme (voir premier chapitre). Cette séparation des tâches est expliquée au départ des *constraint model* statique considérant que les femmes, vu la réalité biologique de la naissance et de l'allaitement, ne peuvent participer qu'à une partie du processus de production<sup>82</sup>. En outre, certaines tâches sont plus faciles à exécuter par des hommes (comme le travail préparatoire intensif ou le rassemblement des matières premières)<sup>83</sup>. Deuxièmement, cette répartition du travail est une suite de la combinaison de l'agriculture avec d'autres formes de collecte de nourriture (la chasse, la pêche...). La participation des femmes dans l'économie de subsistance s'est accrue en l'absence des hommes suite aux guerres ou aux exigences du travail salarié<sup>84</sup>. Le travail salarié a eu un gros impact dans l'Entre-deux-guerres sur

79. FREDERICK COOPER, *From slaves to squatters...*, p. 5. En outre, il faut remarquer qu'il était toujours question de "paysans dynamiques" qui associaient une agriculture de marché et de non-marché, y compris pour des secteurs agricoles moins importants durant l'Entre-deux-guerres. 80. BOGUMIL JEWSIEWICKI, "Rural society...", p. 106. 81. G. TONDEUR, *L'agriculture nomade...*, p. 23 en p. 55 et MARVIN P. MIRACLE, *Traditional agricultural methods...*, p. E42. 82. DOUGLAS R. WHITE, MICHAEL BURTON & MALCOLM M. DOW, "Sexual division of labor in African agriculture : a network autocorrelation analysis", in *American Anthropologist*, nr. 4, 1981 (83), p. 825. 83. *Ibidem*. 84. *Idem*, p. 827.

les modes de vie traditionnels. Les autorités coloniales voyaient dans la campagne un immense réservoir dans lequel on pouvait recruter quasiment à l'infini les hommes et par lequel les agricultrices se montraient très dynamiques. Comme mentionné précédemment, des activités comme la chasse ont disparu dans plusieurs régions, avec pour conséquence la dépendance plus grande des familles envers les productions alimentaires exécutées par les femmes<sup>85</sup>. Ensuite dans la répartition traditionnelle des tâches, les hommes se chargeaient non seulement du nettoyage des champs mais aussi de la protection du sol contre les animaux sauvages<sup>86</sup>. En l'absence des hommes, cette corvée échet aux femmes. On voit ici que le *constraint model* statique est moins approprié pour l'Entre-deux-guerres. Les développements socio-économiques durant cette période ont permis des changements dans la répartition traditionnelle des tâches entre homme et femme. De l'analyse de l'agriculture familiale, il est apparu que les femmes avaient une plus grande responsabilité dans le processus agricole parce que les hommes n'étaient pas disponibles (ou l'étaient dans une moindre mesure). Par ailleurs, une plus grande responsabilité n'implique pas un statut plus élevé. L'incorporation des hommes

dans l'économie centrée sur le marché a permis un changement des rapports de force traditionnels entre homme et femme<sup>87</sup>. Le poids des femmes dans les communautés locales a diminué parce que le salaire est devenu un signe croissant de prospérité, et que les femmes ont été confinées dans l'agriculture de subsistance.

La flexibilité agraire n'était pas seulement présente au niveau individuel mais tout autant dans les types d'agriculture orientés vers le marché. Cooper constate : *"That peasantries can be differentiated and overlap proletariats...mean[s] that any analysis...will have to transcend static and homogenous categories and explore a single, complex, and changing social field"*<sup>88</sup>. Avec un champ social changeant, Cooper ne cible pas seulement les personnes qui combinent l'agriculture avec un travail salarié mais aussi la situation des travailleurs migrants. Les travailleurs recrutés au loin par le secteur minier, par exemple, retournaient à la fin de leur contrat de travail dans leur village d'origine (même sans y être obligés) pour s'engager à nouveau dans l'agriculture d'autosubsistance. Un champ social changeant peut se révéler encore d'une plus grande complexité. Le secteur des plantations de café du Kivu a ainsi connu

85. SAMUEL H. NELSON, *Colonialism in the Congo basin...*, p. 173-174. Une conséquence en fut que beaucoup de communautés congolaises virent leurs habitudes alimentaires se réduire, et avec cette insécurité alimentaire, elles eurent moins de résistance et davantage de maladies. Voir à ce sujet : JEAN-LUC VELLUT, "Rural poverty in Western Shaba...", p. 311; Id., *La misère rurale dans l'expérience coloniale du Zaïre, du Rwanda, et du Burundi. Crises de subsistance et insuffisances alimentaires dans les possessions coloniales de la Belgique (ca.1920-1960)*, paper presented at the annual meeting of the African Studies Association, Boston 7-10 December 1983; BOGUMIL JEWSIEWICKI, "Modernisation ou destruction du village africain...", p. 26 et JAN VANSINA, *Being colonized...*, p. 242-243. 86. BOGUMIL JEWSIEWICKI, "Unequal development : capitalism and the Katanga economy...", p. 329 (note 74). 87. SAMUEL H. NELSON, *Colonialism in the Congo basin...*, p. 149 et JAN VANSINA, *Being colonized...*, p. 239. 88. FREDERICK COOPER, *From slaves to squatters...*, p. 13-14.



*Culture du coton dans la plaine de Kasenyi, 1959. (Cegesoma, Fonds Marcel De Waele, photo n° 532777)*

pendant l'Entre-deux-guerres le système dit de "remplacement", avec participation multiple à un seul poste de travail<sup>89</sup>. C'était une manière informelle, pour la population locale, d'organiser elle-même le travail dans la plantation. Aussi bien les réguliers que les temporaires (catégories formelles de travailleurs) se faisaient souvent remplacer par les membres de la Communauté ou de la famille qui reprenaient la tâche des travailleurs formels pendant un ou plusieurs jours. Tandis que les "remplaçants" remplissaient des tâches à la plantation, les travailleurs formels s'adonnaient à d'autres activités (l'agriculture de subsistance, par exemple). Suite à ce système, un travailleur salarié *de jure* pouvait *de facto* et simultanément être un agriculteur d'auto-subsistance.

#### IV. Conclusion : une économie dynamique

J'ai montré par cet article que l'économie agricole congolaise ne s'est pas développée durant l'Entre-deux-guerres comme une économie duale et statique mais plutôt comme une économie hybride et dynamique.

Dans la première partie, j'ai montré que l'économie agricole congolaise était multiforme. Quatre types d'agriculture très distincts et centrés sur le marché (cultures obligatoires, plantations et, dans une moindre mesure, *smallholders* et paysannats indigènes) se sont répandus sur tout le territoire. La conséquence en a été une importance décroissante de l'agriculture de subsistance collective liée au village.

La deuxième partie a mis en évidence le fait que ce recul ne signifiait pas que chaque Congolais s'était spontanément mué en salarié agricole. C'était plutôt le contraire. La population locale a souvent été contrainte de se tourner vers une agriculture centrée sur le marché : indirectement via la taxation et, après la crise mondiale, plus directement par la violence physique. La population a répondu aux atteintes à ses stratégies de survie habituelles et aux violences de manière diverse. D'une part en s'opposant de manière passive ou manifeste, d'autre part au moyen d'une adaptation structurelle des économies de subsistance. La disparition de l'agriculture collective au profit de l'agriculture familiale a permis aux ménages locaux de combiner l'agriculture de subsistance avec le travail salarié agricole ou industriel. L'existence d'une telle adaptation n'impliquait pas de voir chaque Congolais laisser tomber les tâches du village. Jusqu'à ce jour, dans beaucoup de pays africains, l'agriculture familiale et collective restent exercées de façon complémentaire.

Dans la dernière partie, j'ai souligné le grand dynamisme que les agriculteurs congolais ont pu montrer en conséquence de cette adaptation. Ainsi était "*any native... permanently a peasant and temporarily a worker*"<sup>90</sup>. Suite à la prestation dynamique des agriculteurs congolais, un processus dialectique s'est manifesté et développé entre production centrée sur le marché et production non centrée sur le marché. Est-il sensé de définir l'économie congolaise durant l'Entre-deux-guerres comme "duale" ? Il serait plus adéquat de faire mention pour cette période d'une économie dynamique,

89. Pour une analyse en profondeur du *remplacement*, voir SVEN VAN MELKEBEKE, *More continuity than change...*, p. 91-95. 90. BOGUMIL JEWSIEWICKI, "African peasants...", p. 48.

hybride, avec croissance d'une classe semi-prolétarienne.

J'ai démontré par l'analyse de l'économie rurale que le cas congolais s'adaptait dans le champ de recherche plus vaste portant sur les processus de transition dans les économies coloniales. Cet article exploratoire est basé essentiellement sur la littérature existante. Une recherche complémentaire sur des cas concrets s'impose. Il n'y a que de cette façon que l'on pourra appréhender les relations dynamiques entre la production capitaliste et non-capitaliste dans diverses parties du Congo et leur évolution. Le développement économique après la Seconde Guerre mondiale a-t-il donné naissance à un plus grand groupe de "semi-prolétaires" et à une *peasantization* accrue ? Ou la prolétarisation a-t-elle été plus accentuée, et donc aussi la *depeasantization* ? Une étude complémentaire permettrait la comparaison de cas concrets à l'échelle mondiale : quelles similitudes et quelles différences (éventuelles) les processus de transition au Congo avec d'autres économies coloniales et post-coloniales africaines, asiatiques et latino-américaines ont-ils montré<sup>91</sup> ?

Les références portant sur le secteur des plantations de café démontrent que l'adaptation des stratégies de survie s'est déployée non pas comme un processus homogène et linéaire mais plutôt comme un processus complexe. Un phénomène comme le système de remplacement montre que les travailleurs des plantations pouvaient appartenir à la fois à des catégories sociales divergentes. En outre, ce système illustre que la population rurale du Kivu n'a pas réagi seulement individuellement (agriculture orientée vers le ménage) mais aussi collectivement à une économie agricole orientée vers le marché. Ces découvertes conduisent à un élargissement de la théorie formulée autour du concept de *peasantization*. Le groupe de "semi-prolétaires" qui s'est développé à la suite de ce processus présentait des gradations. Il n'est pas impensable que dans les autres régions du Congo aussi, et dans d'autres économies locales, la flexibilité des habitants des campagnes ait connu plusieurs niveaux. L'histoire ne nous apprend-elle pas que les évolutions et les transitions se passent rarement de manière homogène et linéaire ?

SVEN VAN MELKEBEKE (1981) a obtenu son Master en histoire de l'Université de Gand en 2012 avec un mémoire sur le travail et les relations de travail dans le secteur des plantations de café au Kivu durant l'Entre-deux-guerres. En mars 2013, il a entrepris un projet de doctorat sous la direction du professeur Eric Vanhoute. Ses recherches sur les plantations de café dans la région du Kivu ont été étendues dans le temps jusqu'aux années 1960.

90. Voir par exemple pour l'Afrique occidentale : JULIAN CLARKE, "Peasantization and landholding : a Nigerian case study", in MARTIN A. KLEIN (dir.), *Peasants in Africa, historical and contemporary perspectives*, Beverly Hills, 1980, p. 177-200; pour l'Asie du Sud-Est : VIOLETA B. LOPEZ, "Incorporation and 'Peasantization' of Hill Peoples : The Buhid Mangyan", in *Contemporary Southeast Asia*, n° 2, 1981 (3), p. 160-176 et pour l'Amérique centrale : ALDO LAURIA-SANTIAGO, *An agrarian republic : commercial agriculture and the politics of peasant communities in El Salvador, 1823-1914*, Pittsburgh, 1999.